Grand débat national – Transition écologique

Vendredi 15 février – 19h30/22h – Espace de proximité Jacques-Brel - Romainville

Compte-rendu du second débat organisé à Romainville, sur le thème de la transition écologique

En introduction, Joel, médiateur lors du premier débat, rappelle que la transition écologique est une question majeure. Qu'il est possible de changer des choses à notre niveau comme au niveau national.

Jean-René, habitant des Bas-Pays et organisateur de ce débat, précise qu'il n'est rattaché à aucun parti et qu'il a souhaité organisé ce débat en tant que citoyen. Il rappelle que la question de la transition écologique est très vaste. Il propose de travailler par petits groupes pour que chacun puisse s'exprimer. [En raison de la faible participation, il est décidé de rester sur un format de plénière.]

Pour commencer Jean-René rappelle les principes de la charte du grand débat

- Respecter les autres participants et leurs opinions, mêmes si elles sont différentes des miennes,
- Ne diffuser aucune information volontairement erronée, tronquée ou hors sujet,
- Ne pas porter atteinte à autrui, c'est-à-dire attaquer une personne ou un groupe de personnes en raison de leurs caractéristiques propres,
- Ne tenir aucun propos injurieux, grossier, diffamatoire, irrespectueux, agressif, violent, raciste, xénophobe, homophobe, sexiste, ou faisant l'apologie des crimes de guerre.

Il tient également à rappeler les notions essentielles car le thème de la transition écologie est vaste.

Définition de « **l'écologie** » : « Science ayant pour objet les relations des êtres vivants (animaux, végétaux, micro-organismes) avec leur environnement, ainsi qu'avec les autres êtres vivants. » (Larousse)

« Étude des conditions d'existence et des comportements des êtres vivants en fonction de l'équilibre biologique et de la survie des espèces. » (CNRTL)

De la nécessité d'une « **Transition** » car il n'y a pas de symbiose. « *Nous devons transiter vers un mode de vie plus écologique.* »

Jean-René rappelle les axes mis en avant pour le Grand débat national :

- Parvenir à zéro émissions nettes en 2050
- Améliorer la qualité de l'air que respirent nos concitoyens
- Renforcer la solidarité entre les Français et entre les territoires

« Il existe un lien entre la société et l'environnement : la biodiversité, les ressources, les sources d'énergie et le climat. Le développement durable passe aussi par le développement économique.

La qualité de vie des gens, la qualité de l'air, l'alimentation, le cadre de vie, les mobilités... tous les sujets sont liés à la transition écologique. »

Propositions de sujets

Le Réchauffement climatique

- •Impacts prévisibles du dérèglement, leviers existants ou à créer
- Accroissement de la population mondiale
- Pollution atmosphérique
- •Gestion durable des ressources (eau, terres arables, matières premières)

La transition énergétique

- •Mix énergétique, énergies renouvelables, neutralité carbone, stockage
- Taxe carbone, fiscalité écologique, primes et incitations diverses
- Efficacité et sobriété énergétique (logement, urbanisme, tourisme)

Jean-René précise qu'il travaille chez EDF et donc qu'il a une appétence pour les questions énergétiques et la transition énergétique.

La préservation de la biodiversité

- Protection des milieux naturels et des espèces vivantes
- Production agricole et industrie alimentaire (élevage, OGM & pesticides, cultures Bio)
- Gestion des déchets (réduction, valorisation)

Mobilités et transport

- Nouvelles mobilités (électriques, hydrogène, co-voiturage)
- Développement des transports en communs
- •Logiques de FRET, mondialisation, tourisme de masse

Aspects « sociétaux et géopolitiques »

- Services publics existants ou attendus, implication des collectivités locales
- •Solidarité et équité des mesures de transition écologique
- Enjeux territoriaux, nationaux, européens et mondiaux, Régulation et contrôle
- Développement durable...

Le débat commence par la gestion des déchets.

- Laurent: « Dans cette présentation j'ai l'impression qu'on s'attaque aux conséquences mais pas aux causes. Il faut revoir comment on fait pour retraiter les déchets. Pourquoi il existe aujourd'hui du suremballage? Comment ont fait pour générer moins de déchets avant de les traiter? » « Il faut réfléchir sur les causes, et sur comment on traite les choses à l'origine et pourquoi on consomme de telle façon. Par exemple si on prend une voiture il y a trois « pollueurs » : le conducteur, le constructeur et le distributeur de carburant. Il faut donc arrêter de montrer uniquement du doigt le consommateur/conducteur et pas les industriels. »

- Stephane : « On devrait imposer aux industriels des mesures. En Suède on recycle plus de 80% des déchets car la loi qui interdit le suremballage. En France malheureusement nous n'en sommes pas là car les politiques restent à la botte de certains lobbys. »
- Corinne : « Il n'y a pas que le suremballage qui pose problème. Si je prends l'exemple des zones à faible émission (ZFE), on va inciter les consommateurs à acheter des voitures électriques or aujourd'hui le recyclage des batteries pose problème. Les Etats français et allemands vont payer des études pour savoir comment on recycle les batteries alors que cela devrait être du ressort des industriels. »
- « Il faut se poser la question sur comment on préserve l'Homme et comment on crée une société ou l'Homme est au centre et pas l'inverse. »
- Laurent : « Les modes de vie et les modes de productions devraient être liés. »
- Sylvia: « Il y a une contradiction des citoyens. Je prends l'exemple de ma copropriété, il a fallu huit ans pour avoir un récupérateur d'eau pour arroser la cour. C'est la même difficulté pour avoir un composteur. 80% des copropriétaires sont favorables mais il a suffi d'une personne qui s'y est opposée et aujourd'hui nous n'avons toujours pas de composteur. »
- Jean-René: « Cet exemple des composteurs montre que les gens veulent une transition écologique mais que la majorité n'est pas prête à faire des efforts. »
- Stéphane: « Je tiens à rappeler que la Ville expérimente la collecte des déchets alimentaires dans le quartier des Bas-Pays. Nous avons aujourd'hui de très bons retours et nos résultats sont meilleurs que Paris dont certains arrondissements ont abandonné. A terme nous espérons l'étendre sur l'ensemble de la ville voire d'Est Ensemble ». « Il faut aussi rappeler que c'est le chauffage qui est la première source des émissions effets de serre. »
- « Pour réduire les déchets, il faut changer les comportements. Par exemple arrêter avec les couverts à usage unique. On pourrait s'en passer, voire même avoir un jeu de couverts comme on a un téléphone. »
- Patrice. « Je rappelle qu'avec la loi EGalim les produits jetables seront interdits dès 2025.
 Mais aujourd'hui les industriels sont incapables de dire par quoi ils seront remplacés. Le problème c'est l'opercule qui est toujours un film plastique et aujourd'hui personne ne sait le remplacer. »
- Laurent : « Il existe des solutions avec du bambou mais cela ne passe pas au micro-onde. Il faut taxer les industriels qui ne respectent pas ces lois. Il faut des politiques incitatives ou punitives pour obliger les industriels à se conformer aux nouvelles règles (crédit d'impôt ou taxes...). Il ne faut pas uniquement taper dans le porte-monnaie du consommateur mais de tous (industriel, vendeur...) »

- « Il faut une partie d'éducation chez les consommateurs : il existe dans certains magasins l'achat en vrac mais cela est peu utilisé. »
- « Aujourd'hui il y a du suremballage pour vendre en pack et les gens achètent souvent en pack car c'est moins cher. Il faudrait que le prix au kilo soit le même quelle que soit la quantité. »
- Jacques : « Il faut mieux traiter les emballages car on n'arrivera pas à du zéro emballage. Donc il faut faire un meilleur tri. »
- « Surtout il faut prévoir avant de supprimer. Il est nécessaire de trouver des solutions avant d'interdire les emballages, de préparer celui d'après avant de supprimer l'ancien. L'écologie doit être fait pour faire avancer la technique. »
- « Sur la question du suremballage on a déjà une partie de la réponse : il faut privilégier le suremballage (quand il y en a besoin) en carton et pas forcément en plastique car l'origine du plastique vient du pétrole. »
- « Il existe du plastique bio, qui est facile à faire mais le problème c'est de trouver des solutions pour éviter la fermentation des produits dans l'emballage. »
- « Moi je pense qu'il faut supprimer pour obliger de changer mode de consommation. »
- « La question de la portion individuelle pose aussi question ? Est-ce indispensable ? Il existe des groupes de Plastic attack qui interviennent dans les grandes surfaces pour montrer l'ineptie du suremballage. »
- « Il faut surtout rappeler que ce n'est pas parce qu'un produit est recyclable qu'il est recyclé. Il ne faut pas se donner bonne conscience en achetant des produits recyclables si on ne recycle pas par la suite. »
- « Il existe une urgence écologique, il faut donc des décisions drastiques et contraignantes pour obliger les consommateurs et les industriels à changer leur façon de consommer et de fabriquer. Il faut prendre en compte cette urgence. »
- « Il y a une responsabilité des citoyens. Les gens ne font pas attention au tri. Pourquoi ne pas remettre la consigne en place pour mieux recycler. Surtout que le verre reste le meilleur matériau pour conserver et il est réutilisable à l'infini. »
- « Il manque de la pédagogie, des automatismes et surtout les gens ne sont pas bien informés sur ce qui est recyclable ou non. »
- Il est précisé qu'il existe des applications pour savoir ce qui est recyclable. A Romainville tous les emballages sont recyclables même l'aluminium car la chaine de recyclage de

l'usine du Syctom a été modernisée. Pour rappel, voici un mémo sur le tri : https://www.est-ensemble.fr/sites/default/files/a3 memos tri 2017 toutes villes.pdf

- « La couleur des poubelles est différente selon les villes ce qui n'incite pas à la pédagogie et au tri. Il faudrait une uniformité au niveau national. »
- « Il faut faire attention à ne pas voter des lois qui mettent toutes les collectivités dans le même panier alors que le tri peut être différent (incinération, enfouissement, recyclage...). »
- « Il faudrait peut-être moduler la taxe des ordures en fonction du quotient familial ou de la composition de la famille. »
- « Cela serait injuste car à composition de famille identique, les gens n'ont pas forcément les même reflexes de recyclages. Pourquoi ne pas payer en fonction de ces déchets?
 Mettre en place le principe du pollueur/payeur mais cela doit concerner aussi les industriels. »

Synthèse des idées et constats sur le thème de la gestion des déchets

- Augmenter l'utilisation du verre (recyclable à l'infini) comme contenant pour les liquides vendus dans le commerce avec mise en place d'un système massif de consignes visant à maximiser l'utilisation d'une bouteille avant de la recycler. Ce dispositif est simple et incitatif (on récupère le montant de la consigne des bouteilles rapportées);
- Lutter contre le suremballage par une modification de la législation : fin des emballages individuels eux même emballés, particulièrement dans l'agro-alimentaire ;
- Développement accéléré d'emballages en matériaux non polluants (besoins de soutenir R&D dans ce sens): « plastiques biodégradables », nouveaux matériaux alternatifs, utilisation renforcée du carton, papier, papier alu, etc. ;
- Les solutions devraient être anticipées avant d'interdire à l'industrie un mode d'emballage actuellement utilisé;
- Mise en place d'une politique de bonus / malus pour les industriels (en crédit d'impôts ou allègement de taxes par exemple) directement adosser à la nature de l'emballage utilisé pour les produits vendus et aux possibilités de recyclage qu'il offre;
- Développer un mécanisme de modulation du montant de la taxe d'ordure ménagère par foyer, en fonction de volume de déchets créés et de leur impact sur l'environnement (politique incitative);
- Le développement des filières de recyclage des déchets est encore trop lent, de nombreux territoires ne disposent encore d'aucune solution pour trier et recycler massivement les déchets du quotidien;
- Uniformiser les couleurs des poubelles de tri sur l'ensemble du territoire national;
- Simplifier les logos et sigles liés au recyclage utilisés sur les produits et leurs emballages.
 Les rendre cohérents avec les couleurs de poubelles de tri (code couleur cohérent et unifié, accessible même aux enfants).

Le débat continue sur la transition énergétique ;

- « Prenons la ZFE. Il faudrait des mesures incitatives pour acheter une voiture moins polluante. Sur le principe je ne vois pas comment on pourrait y être opposé mais il faut des moyens pour changer de véhicules. »
- « Le problème des voitures électriques c'est qu'il faut mailler le territoire de bornes accessibles. »
- « Mais l'électricité il faudrait la produire principalement avec des énergies renouvelables. Par contre j'ai constaté des lacunes concernant l'énergie éolienne, à voir certains parcs d'éoliennes, on se demande si elles ont été installées au bon endroit. » Il a été précisé que pour installer des éoliennes, il faut des études, connaître l'emplacement des couloirs de vent pour pouvoir avoir les autorisations mais qu'effectivement le problème des énergies renouvelables c'est leur intermittence. On ne peut pas stocker l'électricité, ou à minima et cela tue apparemment des chauves-souris.
- « Il y a un sentiment d'urgence mais pas de solution miracle. Le principe du développement durable, c'est parer à l'urgence en pensant à demain. »
- « La question du diesel se pose. Il s'agit d'une exception française. Il est plus dur de fabriquer du diesel que de l'essence mais il a un potentiel énergétique plus fort. »
- « Les ressources énergétiques fossiles sont polluantes, quel que soit le mode d'exploitation. Il faut se poser la question sur comment diminuer notre dépendance aux ressources fossiles. »
- « Pourquoi ne pas créer une taxe comme la redevance audiovisuelle ? Si on a des appareils qui polluent à la maison il faudrait payer une taxe (définir un taux d'émission de CO₂ par appareil). »
- « Sur cette taxe il ne faudrait pas que seul le consommateur paye mais que tout le chainon de production et de distribution y contribue. Il faut répartir les taxes. »
- « Il a été rappelé que le chauffage est la première source des émissions à effet de serre mais quid des passoires énergétiques. Il faudrait une véritable politique publique pour la rénovation thermique des immeubles et maisons. Les municipalités sont démunies pour s'attaquer aux marchands de sommeil et les obliger à rénover. Il faudrait une obligation de rénovation. »
- « Il faut penser à réviser les règles de copropriété pour éviter qu'une minorité ne bloque tout, notamment en terme de rénovation thermique. »

- « Les dépenses énergétiques doivent être imputées à la collectivité et financées par les entreprises. Pour éviter que les particuliers avancent les frais. »
- « L'éclairage publique pose aussi question. Aujourd'hui l'utilisation des led permettent de faire des économies mais il est scandaleux de voire toutes les boutiques allumées la nuit.
 Cela ne sert à rien et ça pollue visuellement mais aussi énergétiquement. »
- « La question du compteur Linky doit être abordée quand on parle de transition énergétique. Il y a des polémiques sur les ondes, le flicage mais cela permet de mieux réguler la consommation et donc apparemment de faire des économies. »

Synthèse des idées et constats sur le thème de l'efficacité énergétique

- Accélérer le déploiement des éclairages intelligents ;
- Mieux informer sur les enjeux et l'intérêt du déploiement du compteur Linky, en lien avec la transition énergétique ;
- Imposer aux enseignes et aux boutiques (banques, magasins, coiffeurs, concessionnaires auto, etc.) de couper leurs enseignes lumineuses et les éclairages dans leur vitrine la nuit;
- Mettre en place des mesures coercitives pour renforcer la mise aux normes de l'isolation des logements, en régulant les ventes de biens immobiliers avec une imposition de DPE minimal (par exemple « D »). Ce DPE serait à valider au moment de la vente ou à atteindre dans un délai donné (2 ans par exemple). Les propriétaires de logements insalubres (marchands de sommeil) seraient ainsi contraints;
- Insérer dans les règlements de copropriété une clause évitant qu'une minorité puisse s'opposer à la mise en œuvre d'actions de rénovation en faveur de la transition énergétique;
- Accélérer le déploiement des prises de recharge pour les véhicules électriques dans les logements collectifs;
- Augmenter les primes et incitations pour passer aux véhicules électriques, elles sont jugées insuffisantes pour les personnes à faibles revenus.

Avant de conclure ce débat, Laurent a souhaité revenir sur le premier débat du 29 janvier. Il indique qu'il regrette que ce débat ait porté principalement sur les violences policières et l'utilisation du LBD alors que les habitants des quartiers vivent eux une violence au quotidien.